

SOUTIEN AU PEUPLE TOGOLAIS EN LUTTE

POUR DEGAGER LE LAQUAIS DE L'IMPERIALISME FRANCAIS !

D'abord colonie de l'impérialisme allemand, puis « protectorat » de la France, le Togo, dans le sillage des luttes pour l'indépendance nationale, sonnait le glas du colonialisme français le 27 avril 1958 avec la victoire électorale des partis nationalistes indépendantistes (CUT, JUVENTO, MPT.).

Cette victoire fut de courte durée. Le Président démocratiquement élu du Togo indépendant, Sylvanus Olympio, allait être lâchement assassiné le 13 janvier 1963 lors d'un coup d'état orchestré par le sinistre Jacques Foccart, spécialiste des affaires africaines à l'Élysée, avec la complicité de l'Ambassadeur de France au Togo Henri Mazoyer et du Commandant de la Gendarmerie française Georges Maître. L'homme de main de cette entreprise criminelle fut l'adjudant Etienne Gnassingbé Eyadéma, un acteur zélé des guerres coloniales en Indochine et en Algérie, autoproclamé Général et Chef d'Etat Major de l'Armée.

Le « crime » du premier président togolais, Sylvanus Olympio ? Il préparait la sortie de son pays de la monnaie coloniale française le franc CFA. Cet instrument de pillage et de domination contraint les néo-colonies africaines à déposer dans le compte d'opération de la Banque de France d'abord 100 % au début, puis 65 % et aujourd'hui 50 % de leur réserve de change.

Le 13 janvier 1967, le « Général » Etienne Gnassingbé Eyadéma prend le pouvoir et va exercer une dictature sanglante de 38 ans à la tête d'une armée en grande partie tribale, encadrée, formée, conseillée par des experts militaires français. A la mort de l'autocrate en février 2005, un de ses fils, Faure Gnassingbé prend le pouvoir suite à une répression sanglante qui aura causé entre 500 et 1000 morts selon différentes sources.

En 2006, la mobilisation populaire avait obligé le fils à signer un accord politique avec l'opposition prévoyant le retour à la constitution de 1992 votée par le peuple togolais, laquelle précise que les élections présidentielles sont uninominales à deux tours et limite le nombre de mandats présidentiels à 2 maximum. Son père avait déjà violé cette constitution en 2002 avec la bénédiction du gouvernement français. Cet accord n'a donc jamais été respecté ni par le père ni par le fils au pouvoir depuis 12 ans, le petit dictateur Faure Gnassingbé.

Aujourd'hui le peuple togolais manifeste massivement au quotidien dans tout le pays pour exiger le retour à cette constitution de 1992, le vote de la diaspora togolaise et la fin de cette dictature de 50 ans. Et cela dans un silence complice de nos gouvernants et de nos médias impérialistes par ailleurs très friands d'informations exotiques sur l'Afrique.

La Françafrique, ce système de domination de notre impérialisme sur l'Afrique, est de plus en plus bousculé par la mobilisation et les luttes populaires. En plus du Franc CFA, l'impérialisme européen, parmi lequel la France, cherche à imposer les APE (accord de partenariat économique) qui ouvrent de force les marchés africains à la concurrence des



multinationales européennes.

Par exemple, les contestations populaires au Burkina Faso, pays de Thomas Sankara, lui aussi assassiné pour préserver les intérêts impérialistes, sur le mot d'ordre « dégager Blaise Compaoré » ont provoqué la fuite de ce dernier et permis de mettre en place un processus électoral.

L'armée française, bras armé de la Françafrique, est omniprésente sur tout le Sahel pour y semer la mort au nom des intérêts des multinationales comme AREVA, TOTAL, BOLLORE, ORANGE, LAFARGE, etc., et où de plus en plus de militaires français trouvent la mort.

Il faut en finir avec ce système. C'est pourquoi, la Coordination Communiste déclare son soutien internationaliste total aux luttes des peuples africains pour en finir avec le système néocolonial prédateur qu'est la Françafrique. C'est la voie de l'unité entre nos luttes ici contre le capitalisme européen et les luttes des peuples qui sont opprimés par notre impérialisme et ses valets africains qui permettront de construire les véritables solidarités internationalistes.

La logique implacable des grands monopoles capitalistes du CAC 40 est ainsi explicitée : *"Puisque le commerce ignore les frontières nationales, et que le fabricant insiste pour avoir le monde comme marché, le drapeau de son pays doit le suivre, et les portes des nations qui lui sont fermées doivent être enfoncées. Les concessions obtenues par les financiers doivent être protégées par les ministres de l'Etat, même si la souveraineté des nations réticentes est violée dans le processus. Les colonies doivent être obtenues ou plantées afin que pas un coin du monde n'en réchappe ou reste inutilisé"* (Woodrow Wilson, Président des Etats-Unis de 1913 à 1921).

Contre cette loi du plus fort, soutenons les manifestations de la diaspora togolaise et africaine sur la base du principe : Prolétaires de tous pays et peuples opprimés, unissez vous !



**COORDINATION
communiste**
NORD | PAS DE CALAIS

rassemblementcommuniste.fr